ID: 069-216900910-20220502-AR2022_317-AR



rteça en prefectare



Service Urbanisme Réglementaire Urbanisme

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté - Égalité - Fraternité

Ville de Givors ARRÊTÉ MUNICIPAL

N°AR2022_317

OBJET : ARRÊTÉ AUTORISATION D'ENSEIGNE, LE PRINCE

Le maire de Givors,

Vu le Code de l'environnement notamment les articles L581-3 et suivants ;

Vu l'arrêté du maire n° 11/086 en date du 22 avril 2011 portant sur la création du règlement de la publicité, des enseignes et des préenseignes sur la commune de Givors ;

Vu l'arrêté du maire n° AR2022_055 en date du 21 janvier 2022 portant délégation de fonction et de signature à Madame Nabiha Laouadi, 5ème adjointe déléguée à l'urbanisme, à l'habitat et au droit :

Vu la demande préalable de la société LE PRINCE installée 2 rue Fleury Neuvesel 69700 Givors, déposée le 12 avril 2022 et enregistrée sous le n° DAP 069091221204 ;

Considérant que le projet de l'enseigne LE PRINCE respecte la réglementation nationale et le règlement local de publicité.

ARRÊTE

Article 1: La demande d'autorisation préalable est accordée pour 1 enseigne à la société LE PRINCE installée 2 rue Fleury Neuvesel à 69700 Givors.

Article 2 : Le directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté par :

- publication au recueil des actes administratifs et affichage en mairie de Givors,
- notification à l'intéressé
- ampliation du présent arrêté au comptable de la collectivité,
- ampliation du présent arrêté au préfet du Rhône.

Article dernier: La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif devant monsieur le maire dans le délai de deux mois à compter de sa publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Lyon sis 184 rue Duguesclin 69433 Lyon Cedex 03 ou sur le site https://citoyens.telerecours.fr/, dans le délai de deux mois à compter de la publication de la décision ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé.



Envoyé en préfecture le 09/05/2022

Reçu en préfecture le 09/05/2022

Affiché le

ID: 069-216900910-20220502-AR2022_317-AR

Le 2 mai 2022,

Nabiha LAOUADI, 5ème adjointe déléguée à l'urbanisme, à l'habitat et au droit

Envoyé en Préfecture le :	
Affiché ou notifié le :	